



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02422P0051
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02422P0051 relative au projet de premier boisement de terres agricoles dans le cadre du label bas carbone à Saint-Viâtre (41), reçue complète le 29 mars 2022 ;

VU la décision tacite, née le 3 mai 2022, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du 22 avril 2022 ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste à boiser une superficie totale de 25 ha d'anciennes terres agricoles situées à Saint-Viâtre (41) ;

CONSIDÉRANT que le projet relève de la catégorie 47°c) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet de boisement a pour objectif le stockage de carbone pour réduire le réchauffement climatique et que les essences forestières prévues sont les suivantes : Chêne sessile et Pin Laricio de Calabre en mélange avec du Bouleau verruqueux, Pin Laricio de Corse, Chêne des marais, Séquoia toujours vert, Chêne chevelu et Charme commun ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- au sein du site Natura 2000 « Sologne », issu de la directive 92/43/CEE du Conseil concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, dite « directive Habitats » ;
- au sein du site Natura 2000 « Étangs de Sologne », issu de la directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages, dite « Directive Oiseaux » ;
- dans des secteurs à forte probabilité de zones humides, identifiés par le Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement (CDPNE) ;
- à environ 2,5 km du site des étangs de Saint-Viâtre, protégé par l'arrêté préfectoral conservation de biotope du 22 janvier 1987 ;

CONSIDÉRANT en particulier l'absence d'information dans le dossier sur la caractérisation des milieux naturels et des enjeux en termes d'habitats naturels et d'espèces inféodées à ces milieux ;

CONSIDÉRANT que le dossier ne présente pas d'état initial de l'environnement sur l'emprise du projet ; que de ce fait l'absence de campagnes de prospection de terrain et de réalisation d'un diagnostic faune-flore au droit du projet et à ses abords, et sur une durée adaptée permettant de couvrir les cycles biologiques faunistiques et floristiques, ne permet pas d'exclure la présence de milieux naturels particuliers et d'espèces faunistiques et floristiques potentiellement protégées ;

CONSIDÉRANT que le dossier ne démontre donc pas l'absence d'impact du projet sur les espèces d'intérêt communautaire qui ont justifié la désignation des deux sites Natura 2000 dans lesquels le projet s'inscrit ;

CONSIDÉRANT que le projet implique une fermeture du milieu et est susceptible de modifier l'équilibre biologique de ce secteur sensible ; qu'il aura notamment pour conséquence une perte de zone d'alimentation pour les oiseaux patrimoniaux présents, notamment le Circaète Jean-le-Blanc, la Bondrée apivore et le Busard Saint-Martin ;

CONSIDÉRANT que les zones humides telles que définies dans les dispositions de l'article L.211-1 du code de l'environnement devront être caractérisées selon des critères floristiques et pédologiques alternativement sur la totalité de l'emprise du projet ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au pétitionnaire d'évaluer les fonctionnalités écologiques des milieux naturels en présence, de déterminer les incidences potentielles du boisement sur ceux-ci puis le cortège d'espèces inféodées et, de prévoir en fonction des diagnostics effectués les mesures d'évitement, de réduction et de compensation requises ;

CONSIDÉRANT au vu des éléments précédents, que les informations fournies dans le dossier sont insuffisantes pour estimer que le projet de premier boisement de 25 hectares d'anciennes terres agricoles à Saint-Viâtre (41) n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : La décision tacite, née le 26 avril 2022, soumettant à évaluation environnementale le projet de premier boisement de 25 hectares d'anciennes terres agricoles à Saint-Viâtre (41) est modifiée en tant qu'elle est remplacée par la présente décision.

ARTICLE 2 : Le projet de premier boisement de 25 hectares d'anciennes terres agricoles à Saint-Viâtre (41) est soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement. Cette évaluation environnementale nécessite la réalisation d'une étude d'impact dont le contenu est défini par l'article R.122-5 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le **28 JUIN 2022**


La Préfète
Régine ENGSTRÖM

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s) ;**

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet :
www.telerecours.fr